



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne**

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service eau biodiversité risques
Unité gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES DU 28 MAI 2024
modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2012
société ECOSITE CROIX IRTELLE
lieu-dit La Croix Irtelle - 56250 LA VRAIE CROIX**

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment son article R.181-48 ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 nommant M. Pascal BOLOT préfet du Morbihan ;
- VU** l'arrêté ministériel du 16 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2010 fixant les modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses issus des effluents aqueux, restant applicable à ce jour à l'établissement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2012 autorisant la société ECOSITE CROIX IRTELLE, dont le siège social est sis lieu-dit « Les Hêtres » – CS 20020 53811 CHANGE, à exploiter au lieu-dit « La Croix Irtelle » 56250 La Vraie Croix, une installation de stockage de déchets non dangereux, une installation de tri de déchets non dangereux (papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, métaux...), une aire de maturation de mâchefers et une unité de cogénération du biogaz ;
- VU** les arrêtés préfectoraux complémentaires des 18 juin 2014, 15 juin 2016 et 14 août 2019 modifiant les conditions d'exploitation des installations ;
- VU** le dossier transmis 27 mai 2016 demandant de bénéficier du principe des droits acquis concernant les rubriques 4110-2a 4716-1 ;
- VU** le dossier transmis le 17 septembre 2021 relatif au déplacement de la plateforme de gestion des matériaux alternatifs et la régularisation de l'activité de recyclage des déchets non dangereux relevant du régime de la déclaration pour les rubriques 2517-2 et 2515-1b ;
- VU** le dossier transmis le 12 mai 2023, relatif à l'extension de la zone dédiée au stockage de plâtre sur l'intégralité de la surface de l'alvéole 5 b2 et au déplacement de l'alvéole de secours ;
- VU** le rapport établi par l'inspecteur des installations classées le 03 avril 2024 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le 9 avril 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** la réponse de l'exploitant le 19 avril 2024, complétée le 2 mai 2024 par courrier électronique ;

CONSIDERANT la modification de la nomenclature par décrets du 03 mars 2014, du 29 septembre 2015 et du 06 juin 2018 créant ou modifiant les rubriques 4110, 4716, 2713, 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT la demande déposée le 27 mai 2016 par la société ECOSITE CROIX IRTTELLE de bénéficier du principe des droits acquis concernant les rubriques 4716-1 et 4110-2a de la nomenclature des installations classées en application de l'article L.513-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT la demande déposée le 17 septembre 2021 par la société ECOSITE CROIX IRTTELLE de déplacer la plateforme de gestion des matériaux alternatifs et de régulariser l'activité de recyclage des déchets non dangereux relevant du régime de la déclaration pour les rubriques 2517-2 et 2515-1b ;

CONSIDERANT que le déplacement du casier de secours n'entraîne pas de demande de capacités de stockage supplémentaires,

CONSIDERANT que le casier de secours prévu sur la plateforme située sur le toit du casier 7a, respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

CONSIDERANT que les pompes reliées à chacun des puisards refoulant les lixiviats seront dorénavant dirigées vers la lagune primaire de la station de traitement des lixiviats via le réseau de collecte existant ;

CONSIDERANT la réévaluation du volume physique du casier de plâtre 5b2 ;

CONSIDERANT que les modifications proposées par l'exploitant ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT en conséquence que ces modifications ne justifient pas de nouvelle demande d'autorisation mais nécessitent cependant la modification du tableau de classement prise dans le cadre de l'article R 181-46 précité et dans les formes prévues par l'article R.181-45 ;

CONSIDERANT que les projets ne constituent pas une modification substantielle, au sens de l'article R 181-46 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que cette demande ne justifie pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation mais nécessite cependant l'adoption de prescriptions complémentaires adaptées pour que les lixiviats produits dans le casier de secours soient dirigés vers la lagune primaire de la station de traitement des lixiviats ;

CONSIDERANT les engagements pris par le demandeur dans son dossier en vue de respecter les intérêts visés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT l'absence de changement substantiel de circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société ECOSITE CROIX IRTTELLE dont le siège social est situé les Hêtres, CS2 20020 – 53811 Changé, qui est autorisée à exploiter dans la commune de La Vraie Croix, au lieu-dit « Croix Irtelle », une installation de stockage de déchets non dangereux, une installation de tri de déchets non dangereux (papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, métaux...), une aire de maturation de mâchefers et une unité de cogénération du biogaz, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants :

Article 2 : Modifications

- Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2012 et le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 juin 2016 sont remplacés par le suivant :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature – Volume des activités	Régime
2760-2	<p>Installation de stockage de déchets, autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L 541-30-1 du code de l'environnement.</p> <p>2-Installation de stockage de déchets non dangereux</p>	<p>92 000 t/an soit 110 180 m³/an (avec une densité de 0,835 t/m³).</p> <p>À partir du 18 mars 2027 : 35 434 t/an</p> <ul style="list-style-type: none"> Capacité en masse et en volume : 1 816 674 tonnes et 2 177 370 m³. Superficies de tous les casiers : 140 220 m² dont casier de secours d'un volume maximum de 8 000 m³ casier plâtre 2000 m³/an jusqu'en 2030 pour un volume global de 29 190 m³ 	A
3540	<p>Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes</p>	<p>92 000 t/an soit 110 180 m³/an (avec une densité de 0,835 t/m³).</p> <p>À partir du 18 mars 2027 : 35 434 t/an</p> <ul style="list-style-type: none"> Capacité en masse et en volume : 1 816 674 tonnes et 2 177 370 m³. Superficies de tous les casiers : 140 220 m² dont casier de secours d'un volume maximum de 8 000 m³ casier plâtre 2000 m³/an jusqu'en 2030 pour un volume global de 29 190 m³ 	A

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature – Volume des activités	Régime
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10t/j.	Maturation de mâchefers : 400 t/j et 52 000 t/an.	A
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliages de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 1 000m ² .	3 000 m ²	E
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	20 000 m ³	E
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	25 000t/an. Pour un volume supérieur à 1000 m ³	E
2910-B	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271 Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A* et si la puissance thermique maximale est supérieure à 0,1 MW. <i>*Produits visés en 2910-A : gaz naturel, gaz de pétroles liquéfiés, fioul domestique, charbon, fiouls lourds ou biomasse.</i>	Installation de valorisation du biogaz issu de l'ISDND d'une puissance totale de 8,5 MW (moteurs de cogénération) – 1 chaudière de secours de 2 MW. Capacité de traitement maximale de biogaz estimée en 2032 : 2 000 m ³ /h	installation connexe à l'ISDND (circulaire du 10 décembre 2003)

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature – Volume des activités	Régime
2260-1-b	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW.	Puissance de l'unité de broyage mobile du bois biomasse : 500 kW.	DC
1532-2b	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des ERP, la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³ .	Dépôt de souches et bois naturels 20 000 m ³	D
2515-1b	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieur à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW	Criblage de ballasts, de terres et autres déchets de construction et de démolition Puissance totale de l'installation : 122,8 kW (Sclapeur cribleur à 2 étages ou trommel de 75 kW et Pelle hydraulique KUBOTA KX0803 de 47,8 kW) L'équipement utilisé sera adapté au type de déchet à cribler	D
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5000 m ² mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Surface de la plateforme au droit des alvéoles 8a et 8b : 5000 m ²	D

- l'article 12.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2012 est complété par le paragraphe suivant :

Ces prescriptions s'appliquent au casier de secours.

- Le deuxième, le troisième et le septième paragraphe de l'article 12.3.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2012 sont remplacés par les paragraphes suivants :

La zone dédiée au stockage de déchets de plâtres correspond au casier 5 de l'installation de stockage de déchets non dangereux.

La capacité de réception est de 2 000 m³/an avec une capacité totale de stockage de 29 190 m³.

La zone d'exploitation est limitée à 955 m² en pied de talus et 2850 m² en haut de talus.

Article 3 – Publicité et informations des tiers

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de La Vraie-Croix et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de La Vraie-Croix pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer).
- L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 : Voies et délais de recours

RECOURS ADMINISTRATIFS ET CONTENTIEUX

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré au Le tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

1°) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour ou la décision leur a été notifiée ;

2°) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat dans le Morbihan prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 5 - Charge financière

Les frais inhérents à l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 - Application

Copie du présent arrêté sera remise au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (inspection des installations classées) et le maire de la Vraie Croix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le **28 MAI 2024**

Le préfet

La secrétaire générale adjointe,



Marie WENCKER

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le maire de La Vraie Croix
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne
Unité départementale du Morbihan – 34, rue Jules Le Grand – 56100 Lorient
- M. le directeur de la société ECOSITE CROIX IRTELLE – les Hêtres, CS2 20020 – 53811 Changé